

ONU : Conférence sur les Indiens

BRISER LE MUR DU SILENCE

Nous publions dans ce numéro de Rebelles, une interview d'une militante du comité Amazonie, à la suite de la Conférence de l'ONU sur la question des Indiens, qui s'est tenue cet été. Nous publions également des extraits de la brochure éditée par ce comité, relatant notamment le massacre des Indiens d'Amérique du Sud.

*Que reste-t-il de l'Amazonie
Qu'un bouquet de fleurs séchées
Au bord du fossé*

*Que reste-t-il de l'Amazonie
Que la boue rougeâtre
De la route sanguinaire
Mouillée par la pluie ?*

*Que reste-t-il du fleuve
Qu'un immense pont de dollars ?*

*Que reste-t-il des collines
Sinon des pluies de pétrole*

*Que reste-t-il du peuple indien
Véritable américain
Véritable brésilien ?*

Rien. Absolument rien.



Déclaration d'un leader indien d'Amérique du Nord lors de la Conférence des Indiens

«Le bicentenaire des Etats-Unis n'a été pour les premiers habitants du continent américain, les Indiens, qu'une occasion de deuil : 200 années d'injustice, de vol de terres, d'ethnocides.

»Au sortir des guerres indiennes, 371 traités avaient été signés reconnaissant une étendue de territoire substantielle aux nations indiennes en même temps que leurs droits souverains. Mais par acte de 1871, début de la politique moderne à l'égard des Indiens, le Congrès décida unilatéralement d'abolir cette souveraineté plaça les tribus sous la coupe directe du gouvernement fédéral et de l'organisme bureaucratique du Bureau des affaires indiennes, qui exerce depuis un contrôle constant et absolu sur leur existence.

»L'image de l'Indien mythique, héritée de la conquête de l'Ouest et répandue par les westerns cache aujourd'hui sa situation réelle, sa misère (espérance de vie de 44 ans), le vol de ses terres (dont la superficie a diminué des deux tiers), la politique de destruction culturelle dont il est l'objet.

»La lutte des Indiens, culturelle et spirituelle d'abord, juridique et sociale ensuite, n'a jamais cessé depuis 200 ans, malgré le silence fait autour d'elle : lutte contre l'intégration forcée à la société et au mode de vie des Américains, pour le rétablissement de leurs droits souverains et le respect des traités. C'est autant pour rompre ce silence que du fait de l'aggravation d'une répression qui devient de plus en plus violente que le combat indien s'est radicalisé ces dernières années :

— 1969 : occupation de l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco.

— 1972 : «marche des traités violés» qui se termine par l'occupation du Bureau des affaires indiennes à Washington.

— 1973 : occupation de Wounded Knee et déclaration d'indépendance de la nation sioux Oglala.

»Le gouvernement des Etats-Unis a répliqué en engageant un processus de destruction totale de la résistance indienne, visant notamment l'American Indian Movement, fondé en 1968 et qui a été depuis à la tête du combat. (...)

»Cependant, le monde indien marque des points : les réserves disposent de plus d'autonomie que précédemment, des organes de presse et d'information se multiplient, le mouvement de retour dans les réserves et la réaffirmation de la vie culturelle disent nettement le refus de l'«américanisation» par le biais des ghettos urbains. La lutte ininterrompue des peuples indiens lézarde de plus en plus le mur de silence qui l'entoure.»

Par rapport à cette conférence qui a été convoquée par l'ONU, il me semble tout d'abord qu'il faut préciser que tout ce qui est relié à l'ONU est relié à la bourgeoisie : cela ne concerne pas les luttes les plus révolutionnaires, dans la mesure où les puissances qui y participent ne soutiennent des luttes qu'à partir du moment où elles y trouvent leur intérêt : par exemple, si de Gaulle a soutenu le Biafra, c'est bien à cause du pétrole biafrais...

—Rebelles : Mais tu sembles considérer que l'ONU est totalement dominée par les divers pays impérialistes. Si cet organisme créé par les Alliés au lendemain de la seconde guerre mondiale a effectivement été dominé par les USA, les luttes, les pressions grandissantes des peuples ont remis cela en cause et transformé l'ONU, à partir des années 60, en une tribune où s'expriment leurs revendications contre les appétits des divers impérialismes.

—Oui, si tu veux, mais je pense malgré tout que l'ONU d'elle-même ne prend aucune décision virulente, que les pressions ne peuvent être faites que par les masses. L'ONU condamne mais n'applique pas les mesures : elle a condamné un certain nombre de fois Israël ; cela dit, les Palestiniens sont toujours bombardés.

Il faut savoir par ailleurs que le très gros budget de l'ONU vient directement des peuples et qu'ont lieu, d'autre part des magouilles incroyables qui conduisent par exemple à ce que l'ONU ne parle absolument pas du massacre des Indiens d'Amazonie.

Cette conférence internationale, convoquée donc par l'ONU, se situe dans le cadre de conférences annuelles que l'ONU convoque régulièrement, sur la question de la discrimination : cette année, ça a été sur les Indiens.

A celle-ci participaient des organismes comme le MRAP ou la Ligue des Droits de l'Homme ; elle ne durait que 3 jours, ce qui est trop peu pour parler d'une extermination de 400 ans.

Etaient présents Russel Means et Vernon Bellecourt, deux dirigeants de l'A.I.M. (American Indian Movement). Etant réfugiés politiques, ils étaient en Europe et ils ont pu assister à la Conférence alors que Denis Bamks, leader de cette organisation, est en prison actuellement. Il y avait des Indiens d'Amérique du Nord et des Indiens d'Amérique du Sud (du Chili, du Pérou, de Bolivie...), mais les Indiens d'Amazonie n'ont pas eu l'autorisation de quitter leur territoire.

Les Indiens présents ont déclaré que c'était la première fois qu'ils

pouvaient se faire entendre légalement, qu'ils pouvaient sortir du silence dans lequel on les avait plongés. Bien que l'ONU ait une certaine notoriété, je pense que des événements comme Wounded Knee (révolte indienne en Amérique du Nord) ont une plus grande portée.

Des différences existaient entre les Indiens présents, et notamment entre ceux d'Amérique du Nord (USA, Canada) et ceux d'Amérique du Sud. Cependant, les Indiens d'Amazonie, d'Argentine et des Caraïbes avaient en commun avec ceux des USA et du Canada le fait de vivre en communautés : avant les conquêtes, ces gens-là ne possédaient en propre qu'un âne ou un cheval. Et les Blancs ont essayé de briser cela en les déportant vers les villes et leur inculquant la consommation.

En Amérique latine (sauf en Amazonie) les Indiens sont dominants, mais souvent ils ont perdu leur identité nationale, c'est-à-dire qu'ils ne luttent plus en tant qu'Indiens mais en tant que faisant partie de la classe exploitée au sein de laquelle ils sont majoritaires : au Chili, il y a environ 25 % d'Indiens, en Bolivie ou en Amérique centrale on peut en trouver jusqu'à 50 %.

Alors qu'en Amérique du Nord il y a environ 0,5 % d'Indiens, 1 million sur une population de 200 millions, là ils se regroupent et revendiquent en tant qu'Indiens.

En ce qui concerne les Métis, il y a également deux possibilités : ceux qui se déclarent Indiens et ceux qui se considèrent comme appartenant à une classe sociale déterminée. Si bien que, alors qu'il n'y a aucun problème entre Indiens et Métis aux USA par exemple, puisqu'ils se considèrent tous comme Indiens, par contre en Amérique latine les Métis sont rejetés par les Indiens car ils tendent le plus souvent à appartenir à la classe exploitée des Blancs qui les rejette d'ailleurs aussi.

Malgré tout, des points communs subsistent entre ces différents Indiens : la discrimination, l'élimination physique et l'élimination culturelle.

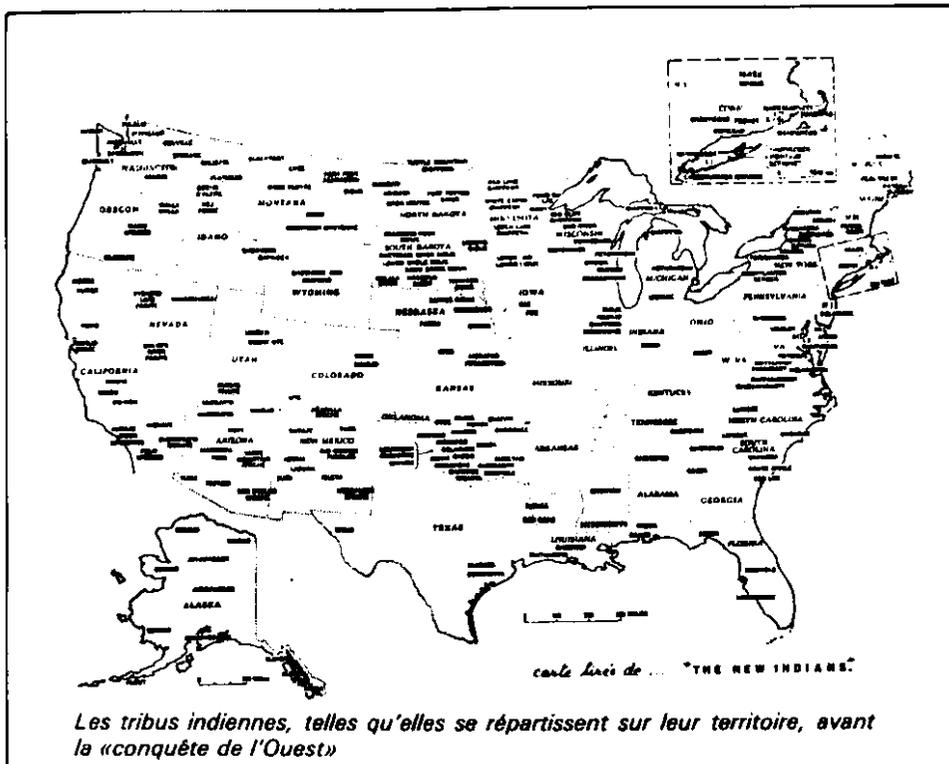
En ce qui concerne l'élimination physique, sont employés la stérilisation (partout en Amérique), la contamination (partout), les assassinats et les massacres (surtout en Amérique latine).

Au Chili, Allende avait rendu leurs terres aux Indiens... mais il n'avait rien trouvé de mieux que de rembourser les compradores !... Ensuite, Pinochet a rendu les terres et a massacré au moins 50 000 Chiliens, et on n'en parle pas beaucoup de cela.

Pour l'élimination culturelle, cela consiste aussi bien à les «intégrer» dans la société de consommation, jusqu'à ce qu'ils perdent l'idée de leur société communautaire, sans classe, qu'à leur interdire leur langue, leurs vêtements, leurs jeux, qui sont interdits dans tous les Etats, par des lois datant du 19^e siècle.

On prétend envoyer les enfants indiens à l'école, mais les programmes scolaires sont anti-indiens, alors les enfants n'y vont pas.

En Amérique du Nord, il y a aussi le pillage des terres : dans les réserves même, si on trouve de la craie, par exemple dans le sous-sol ou autre chose, on vire les Indiens avec des bennes. Cela se passe aussi en Amérique du sud : d'ailleurs dernièrement



rement au Brésil, une tribu avait été déportée de sa terre ; or sur ces nouvelles terres, de gros fermiers se sont installés mais les Indiens ont pris les armes et ont chassé les fermiers.

En Amérique plus particulièrement, où les Indiens vivent dans la forêt ou dans une sorte de savane, on peut dire qu'il se déroule un véritable génocide, ou plutôt deux génocides :

— Le génocide officiel :

- Le gouvernement a décidé (vers décembre 1976, qu'il n'y aurait plus d'Indigènes)

- il organise des milices
- il favorise les investissements étrangers, et liquide ainsi les terres indiennes.

- Il promet aux Indiens d'être relogés ailleurs, alors qu'ils se retrouvent en fait à mendier sur les routes.

— Le génocide individuel qui est le fait de :

- petits colons
- Chercheurs de diamants, d'or, de caoutchouc...

- sociétés publiques (par exemple celle qui trace la Transamazonienne) et privées.

- Missions (surtout Nord-Américaines)

- Gros éleveurs et gros agriculteurs (*fazendeiros*)

- Gros propriétaires (surtout ceux de plantations de caoutchouc qui utilisent des tribus entières en esclavage).

Il faut savoir qu'en 1967, le Service Protection Indien (SPI), créé en 1960 par le gouvernement, a procédé, payé par de grosses sociétés à un empoisonnement massif d'Indiens (arsenic dans les aliments et dans l'eau).

Puis le gouvernement s'est payé le luxe de dénoncer ces crimes ; malheureusement pour lui, ça a été plus loin que prévu, ça a dépassé les frontières : il a alors créé une autre société : le FUNAI : Fondation Nationale de l'Indien, en 1975.

La suite de notre reportage dans le prochain numéro : «Les Indiens d'Amérique du Nord».



Si les terres indiennes n'étaient plus à brader on ne verrait peut-être plus de cas, comme celui des Parintintins, exterminés pour avoir fléché un ingénieur ; des Xavantes, très grande tribu cultivatrice, légalement expulsés de leurs terres pour ne les avoir pas déclarées. Comme on a eu la pudeur de ne pas les tuer tous, on donna ce qui restait aux frères Salésiens.

Avant leur pacification, pour favoriser la construction de la transamazonienne, les Pacas Novooos, étaient 40 000. En 1964, les maladies successives firent tomber le chiffre à 4 000. Les maladies sévissant toujours, on n'en dénombre, plus que 1 500, dont la FUNAI est chargée de s'occuper.

Il n'y a pas que la négligence de la Funai. Les affaires sont les affaires. Et il faut bien croire qu'il existe des gens assez aisés pour payer les aventuriers, les chômeurs invétérés, les parias pour exécuter les meurtres les plus abjects. Pour réaliser leurs affaires, les seigneurs ne sont que des cerveaux se préservant leurs délicates mains.

Autrefois, il était plus facile de liquider les Indiens (raison pour laquelle il ne subsiste que quelques êtres chétifs et malades sur les belles tribus de jadis), il suffisait de trouver une excuse afin de lancer des représailles. Les investissements pour la Transamazonienne ? Un des plus gros scandales du monde. Tout un peuple chassé de ses terres, parqué ou tout bonnement décimé pour favoriser la construction de fabriques étrangères. Le bulldozer passe sur la civilisation et leur liberté. Ils construisent la Transamazonienne paraît-il pour développer le pays. Résultat, à qui rapporte le crime ? On trouve encore plus de mendicants. Mais après tout, ce ne sont que des Indiens improductifs.

Paul Lambert rapporte sa rencontre avec une jeune française vivant à Rio, qui se plaignait d'avoir été «roulée» lors de la vente de terrains dans le Mato Grosso. En effet, les terres achetées, étaient habitées par des Indiens, des Indiens jugés dangereux et redoutables.

Quelqu'un lui conseilla simplement de les faire tuer. Aujourd'hui l'armée n'est plus nécessaire, puisqu'il reste si peu d'autochtones et que l'opinion internationale compte. Les traités aussi important car légalement il est interdit de tuer un Indien. Le gouvernement brésilien lui-même créa le S.P.I. en 1910. Disons plutôt qu'il créa un chantier national où s'accumulerait pêle-mêle les chômeurs, les parias, les brutes, les racistes.

En Colombie aussi il semble défendu de tuer des Indiens. Ce qui n'empêchera pas un tribunal de ce pays d'acquitter un jour